

# Soixante six

Le Magazine d'information de la Fédération des Pyrénées Orientales



80

**“stop à l’acharnement  
contre les automobilistes”.**

# Édito



Madame, Monsieur,

Dans quelques semaines, vous recevrez votre pins "Les Républicains" à votre domicile. Il vous servira à afficher clairement vos couleurs comme certains en ont exprimé le souhait lors des réunions de la proximité. Pour 2018, nous avons repris les rencontres de la proximité avec déjà deux réunions sur deux circonscriptions du département. L'équipe dirigeante de votre fédération reprend le tour des cantons comme nous l'avons fait précédemment.

Le siège national vient de lancer deux grandes campagnes sur le pouvoir d'achat

et contre l'acharnement du gouvernement contre les automobilistes. Ces campagnes visent à dénoncer l'action du gouvernement contre le pouvoir d'achat avec la hausse de la CSG et l'abandon de la ruralité et l'attaque en règle contre les automobilistes.

Nous avons manifesté aux cotés des retraités en colère ce jeudi, nous avons montré notre soutien à leurs revendications et rappeler notre attachement au travail et au mérite.

Je compte sur vous,

**François LIETTA**  
**Président Les Républicains**  
**des Pyrénées-Orientales**

*Avec toute mon amitié,*  
**F Lietta**



**AVEC MACRON  
C'EST VOUS  
QUI PAYEZ  
L'ADDITION**

Ne pas jeter sur la voie publique - conception : Studio Graphique LR © 2018

**STOP À L'ACHARNEMENT  
CONTRE LES AUTOMOBILISTES**



Ne pas jeter sur la voie publique - conception : Studio Graphique LR © 2018



Le comité de circonscription, sous la houlette de son délégué Stéphane Loda, a invité les adhérents de la 2 à se retrouver à l'occasion de cette nouvelle année pour formuler quelques vœux. Près de 200 adhérents ont répondu à l'invitation et ce fut une très grande satisfaction de constater que tous les territoires de la circonscription (qui est très étendue) étaient représentés. Etaient bien sûr présents l'hôte du soir Pierre Roig et aussi Bernard Dupont, Thierry Del Poso, Armande Barrere, Olivier Amiel, Marie Claude Padros, Jean Alsina, et bien d'autres élus adjoints et conseillers municipaux des villes de la 2\*. A noter également la présence de Fernand Siré. Le début d'année est l'occasion de dresser un bilan de l'année passée et de présenter les projets de la nouvelle année. C'est ainsi que Stéphane Loda présenta une synthèse des nombreuses réunions tenues sur le territoire de la circonscription en 2017 (13 au total hors campagne électorale) en mettant l'accent sur les demandes des adhérents : plus

d'animations, plus de dialogue et plus de communication. De cette écoute attentive, il a présenté les projets 2018 : d'abord l'organisation de cette cérémonie des vœux, mais également un hommage au Général de Gaulle, une manifestation estivale, des conférences, une participation des adhérents aux événements organisés par les villes (fêtes du vin, fêtes de l'abricot, fêtes de

l'huitre, fêtes de l'anguille) et des journées de découverte que ce soit à pied ou à vélo..... 2018 sera l'année de l'unité et de la cohésion et Stéphane Loda en profita pour annoncer la création d'un comité d'animation sur la 2 et quelques mesures nouvelles pour affirmer les liens entre adhérents.

Cette cérémonie fut l'occasion de rendre un hommage appuyé à Pierre Roig, maire depuis 1983 de Sainte Marie la Mer, Vice Président de la communauté urbaine, tour à tour conseiller général et sénateur suppléant, mais surtout Trésorier de la fédération départementale des Républicains. Pierre Roig ayant décidé de mettre un terme à cette dernière fonction, le comité de circonscription et Stéphane Loda ont souhaité mettre l'ami Pierre à l'honneur et lui offrir un présent qui lui rappellera assurément son engagement au sein des Républicains.

Enfin, unité encore lorsque tous entonnèrent La Marseillaise suivie de la traditionnelle galette des rois.



# HOMMAGE À JEAN RÉDE



Nous avons appris avec tristesse la disparition de notre ami Jean Réde. Agé de 85 ans, il avait été le Maire de Banyuls-sur-Mer pendant 3 mandats et égale-

ment vice-Président du département sous la présidence de René Marques.

Maire RPR puis UMP de sa commune, il avait été une personna-

lité incontournable du canton et avait participé activement au renommé de la commune.

“Je l’ai peu connu, mais j’avais eu l’occasion de discuter avec lui lors de la venue de Jean-François Copé en 2013 à Perpignan. Il avait un sacré franc-parler ! Il était présent régulièrement, jusqu’à son retrait de la vie politique, aux événements de notre fédération” précise François Lietta – Président de la fédération.

Au nom de l’ensemble de nos adhérents, cadres et élus, nous présentons nos sincères condoléances à sa famille, proches et ami



# LANCEMENT DE LA COMMISSION PROJET DÉPARTEMENTAL



Le comité départemental a validé la création d’une commission interne à notre mouvement ayant pour mission de rédiger un projet départemental. Ce projet servira de base de travail pour nos candidats aux élections municipales de 2020, aux élections

départementales et régionales de 2021.

Cette commission doit réaliser un travail de fond sur notre département des Pyrénées-Orientales. Proposer un projet cohérent et global pour notre territoire afin

de disposer d’idées nouvelles et précises.

Véritable club de réflexion et composé de militants issus de la société civile et associative il doit être le reflet des idées portés par nos militants pour le territoire.

Conformément à la décision prise par le comité départemental du 7 février 2018, cette commission sera parrainée par Claude BARATE - Député de 1981 à 1997 - et elle devra désigner en son sein un coordonnateur chargé de l’animer et de dresser la synthèse des propositions selon les thèmes retenus.

Une première réunion s’est déroulée le 13 mars 2018 à la permanence départementale.

# ON A RETROUVÉ LES DÉPUTÉS DU DÉPARTEMENT



## EMMANUEL MACRON ET EN MARCHE, ATTAQUENT CEUX QUI ONT TRAVAILLÉ.



**E**n déclarant à Châlons-en-Champagne qu'il « assumait » surtaxer les retraités, même aux dépens de sa « popularité », le Président de la République a commis une grave erreur.

Il persiste en effet dans l'aveuglement consistant à en demander toujours plus à ceux qui ont travaillé toute leur vie et qui méritent, au nom du pacte social que la Nation a passé avec eux, de pouvoir jouir du fruit des décen-

nies d'efforts qu'ils ont produits et d'en faire bien souvent profiter les membres de leur famille.

Cet argent, les retraités ne l'ont pas volé, ils l'ont gagné en faisant vivre et grandir notre pays, qu'ils ont forgé au prix de leur travail. Penser qu'on peut surtaxer impunément les retraités et se servir d'eux comme une variable d'ajustement budgétaire, c'est avant tout les mépriser. Voilà une conception erronée de la société, qui en dit long sur la logique utilitariste à l'œuvre à l'Élysée depuis mai 2017.

Contrairement aux versions successives que le gouvernement a livrées avec embarras des effets de la hausse de la CSG, les Français savent très bien aujourd'hui que les petites retraites n'ont pas plus été épargnées que les grandes par la surtaxation. De tous les coins de France, les Républicains ont recueilli des témoignages qui prouvent qu'à partir

de 1 000 € par mois, les retraités vont devoir encaisser une perte annuelle équivalente à plusieurs centaines d'euros.

Ce n'est pas notre conception de la société. Cela heurte même frontalement la vision que les Républicains ont de la vie en commun entre les générations de Françaises et de Français.

Et puisque M. Macron se fait fort d'assumer ce qui est pour des millions de Français une véritable faute, nous lui conseillons, entre deux tirades de « Pierre et le Loup », d'ouvrir les pages roses du dictionnaire. Il y trouvera cette sage citation latine, qui, souhaitons-le, le fera peut-être réfléchir : « Errare humanum est Perseverare diabolicum », l'erreur est humaine mais persévérer dans l'erreur est diabolique. C'est pourtant bien ce que fait le président de la République en refusant de voir l'injustice criante que constitue la hausse de la CSG.

# LE SCRUTIN EN ITALIE DÉMONTRE UNE NOUVELLE FOIS QUE LES PEUPLES EUROPÉENS SONT INQUIETS DE LEUR

Après le Royaume Uni et le Brexit, après l'Autriche et l'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite, après l'entrée fracassante de l'extrême droite au parlement en Allemagne (une première depuis 1945), voici que l'Italie place l'extrême droite en tête des élections législatives de dimanche.

Il s'agit manifestement d'une nouvelle démonstration de l'inquiétude des peuples européens face à une Europe qui est trop souvent perçue comme une menace et non plus comme une

force aux valeurs fédératrices. La crainte de voir notre culture, notre mode de vie, notre sécurité et nos systèmes sociaux (déjà en souffrance) est accrue par la menace d'une pression migratoire incontrôlée.

Le projet de loi Asile et Immigration porté par la majorité En Marche prévoit cependant l'extension du regroupement familial qui provoquera mécaniquement un véritable appel d'air. Nous déplorons en outre qu'aucune solution pérenne ne soit apportée sur l'immigration ir-

régulière ou encore la reconduite effective des déboutés.

Cette loi est ainsi aussi inefficace que potentiellement délétère à nos yeux.

La pression migratoire à laquelle l'Italie est confrontée, doit être mise en perspective avec celle que nous rencontrons également en France. La situation doit en effet être regardée courageusement dans son ensemble.

Ainsi, les scrutins des pays voisins sonnent comme un avertissement.



## NON À L'EXTENSION DU REGROUPEMENT FAMILIAL

Le gouvernement prévoit qu'à l'article 3 de loi asile et immigration que les mineurs isolés pourront faire venir frères et sœurs. Un mineur entré illégalement en finançant des passeurs pourra donc à son arrivée faire venir le reste de sa famille. L'absence de maîtrise des flux migratoires ne nous permet plus d'intégrer correctement les nouveaux arrivants. En outre, elle pèse sur notre système de protection sociale et nos finances publiques.

Cette mesure vise à étendre le regroupement familial et créeront ainsi un véritable appel d'air créant ainsi une immigration incontrôlée. Elle est la suite du rapport Taché qui compte près de 150 fois le mot « droit » pour seulement 3 fois le mot « devoir ».

En 2017, nombre record de 262 000 titres de séjours dont 91 0700 pour des motifs familiaux.

Dans le cadre de l'examen du projet de loi Asile et immigration, les Républicains estiment que la France doit a minima se donner les moyens de ne pas faire entrer sur le territoire ou d'expulser du territoire les immigrés dé-

linquants. Elle doit aussi pouvoir choisir qui elle accueille sur son territoire alors que seulement 15% des titres de séjours en 2017 le sont pour des raisons humanitaires.

**Les Républicains ont fait les propositions suivantes:**

– refus de l'extension de la réunification familiale aux frères et sœurs des réfugiés mineurs, et au-delà des ascendants directs.

– le placement des demandeurs d'asile provenant de pays surs en centre de rétention administrative le temps de la procédure accélérée.

– la création d'un nouveau critère conditionnant l'aide au développement de la France aux pays étrangers : la délivrance de laisser passer consulaires. Seul

**46% des demandes d'expulsions sont validés par les pays des demandeurs d'origines. Les Etats récalcitrants doivent faire l'objet de mesures de rétorsion.**

-Le respect de nos lois est un principe non négociable : le placement en centre de rétention administrative des étrangers en situation irrégulière puis leur expulsion doit redevenir la règle et ne pas être l'exception.

– Le refus automatique d'accueil ou expulsion systématique des ressortissants étrangers ayant commis un crime ou un délit.

# Olivier Amiel, « prêt à conduire une liste dans la ligne LR »

**A**djoint LR au maire de Perpignan, chargé de la politique de la ville, Olivier Amiel est également trésorier de la fédération catalane LR depuis le 8 février. Pour ce quadragénaire dont le parcours politique a commencé au RPR, c'est en quelque sorte, un retour aux sources. Mais aussi l'occasion de lever un voile sur ses ambitions personnelles. Et son envie de mener, à droite, la bataille des prochaines élections municipales à Perpignan.

## Pourquoi avoir choisi de vous investir au sein de la fédération catalane de LR ?

J'en suis le trésorier depuis le 8 février après avoir répondu à un appel à candidatures lancé par François Lietta, le président du mouvement. J'avais envie de servir ma famille politique, surtout aujourd'hui alors qu'elle a enfin une ligne politique claire avec Laurent Wauquiez à sa tête.

## C'est-à-dire ?

Il incarne le gaullisme social qui m'avait fait rejoindre le RPR à l'âge de 20 ans. Je suis issu d'une famille gaulliste et j'ai toujours été sur cette ligne. J'ai quitté le RPR quand l'UMP a été créée. Je n'approuvais pas le rapprochement avec les centristes.

Laurent Wauquiez porte aujourd'hui des valeurs de patriotisme économique et une intransigeance sur les valeurs républicaines qui me vont bien. Je n'enlève pas une ligne à ses discours.

## Y compris à ses



▶ Olivier Amiel compte bien incarner la ligne LR aux municipales.

## déclarations devant les étudiants lyonnais ?

Ses déclarations ne sont pas si graves que ça... Elles font partie du personnage qui est assez direct.

## « Je reste loyal envers J-M Pujol »

## Quel avenir pour la fédération catalane LR ?

### Mise-t-elle sur la jeunesse ?

Pas forcément. Personnellement, je me fiche de travailler avec des jeunes ou des moins jeunes, pourvu que les militants soient dans la ligne du parti et qu'il n'y ait pas d'ambiguïté vis-à-vis de l'extrême droite ou d'En Marche. Notre fédération se porte bien, c'est l'une de celles qui a connu le moins de défections depuis l'élection d'Emmanuel Macron. D'ailleurs, depuis que Laurent Wauquiez est à la tête du parti, nous enregistrons des renouvellements de car-

tes et même des adhésions.

## Justement, cette ligne politique « claire » de Laurent Wauquiez, ne souhaitez-vous pas l'incarner lors des prochaines élections municipales ?

Je souhaite conduire une liste à Perpignan dans cet espace représenté aujourd'hui par LR. Une liste qui serait ouvertement à droite et, une fois encore sans ambiguïté vis-à-vis d'En Marche ou de l'extrême droite. Cependant, je reste loyal envers Jean-Marc Pujol, le maire. Je ne me lancerais que s'il confirmait son souhait de ne pas se présenter à nouveau. Et si les militants et le parti approuvent.

## Quel projet souhaitez-vous défendre ?

Il est bien trop tôt pour en parler. Le projet se construira avec l'équipe et le parti.

Propos recueillis par Estelle Devic

## ECLAIRAGE

### La course a déjà commencé à droite

Ils sont dans les starting-blocks et n'attendent plus que de connaître la décision de Jean-Marc Pujol pour se lancer. D'un côté, l'ancien premier adjoint au maire de Perpignan, Romain Grau ex LR, élu député Fn Marche en juin dernier.

De l'autre, Olivier Amiel qui compte bien incarner la ligne politique des Républicains, et donc l'opposition frontale à la politique gouvernementale, lors de ces prochaines élections municipales.

Aiors que le scrutin ne doit se dérouler que dans deux ans, le match a bel et bien commencé à droite entre les deux « poulains » du maire qui, lui, sait se faire attendre. Encore vague sur ses intentions, Jean-Marc Pujol est bien celui qui, pour l'instant, tient les troupes.

Aucun des deux prétendants n'ose se lancer officiellement sans connaître sa décision, et risquer ainsi de lui couper l'herbe sous les pieds. Loyaux, certainement. Mais surtout pas kamikazes. Dans deux ans, il faudra pouvoir s'appuyer sur lui et son bilan pour revendiquer prendre en charge la suite des opérations. Seul celui qui sera ainsi « adoube » pourra jouer cette carte. L'autre, qui sera alors évidemment candidat, représentera le mauvais perdant et celui qui divise à droite... Avec toujours le risque de voir encore le Front national progresser, sans faire plus d'effort que ça...

E. D.

N'hésitez pas à diffuser ce magazine auprès de vos amis et proches. Vous pouvez aussi nous communiquer votre adresse e-mail si vous ne l'avez pas reçu directement dans votre boîte e-mail.

PERMANENCE DEPARTEMENTALE 53, avenue du Général de Gaulle 66000 PERPIGNAN

04.68.34.97.79 lesrepublicains66@gmail.com Ouverte les mercredis de 14 h 00 à 17 h 30

PERMANENCE NUMERIQUE <http://www.lesrepublicains66.net> - Twitter : @republicains66 - Facebook : « Les Républicains 66 »

